

Unité départementale de l'Aube et de la Haute-Marne
1 boulevard Jules Guesde
CS 70377
10026 Troyes

Troyes, le 27/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAIPOL

Les Essarts
10400 Le Mériot

Références :SPRA-PRA-25-R-668
Code AIOT : 0005702999

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2025 dans l'établissement SAIPOL implanté Les Essarts 10400 Le Mériot. L'inspection a été annoncée le 20/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAIPOL
- Les Essarts 10400 Le Mériot
- Code AIOT : 0005702999
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

SAIPOL au Mériot est une filiale de la société SAIPOL qui appartient au groupe français AVRIL. Les

principales activités de la filiale du Mériot sont la trituration de graines d'oléagineux (3,6 millions de tonnes de graines triturées), le semi-raffinage d'huiles végétales et l'estérification à savoir la production d'EMHV (d'ester méthylique destiné à la fabrication de biodiesel). Le site est SEVESO seuil bas.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Dossier d'exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I	Demande d'action corrective	1 mois
3	Programme de contrôle	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-III	Demande d'action corrective	1 mois
4	Inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 16 (partiel)	Demande d'action corrective	3 mois
5	Accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3 (partiel)	Demande d'action corrective	1 mois
6	État des équipements	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R557-14-2 (partiel)	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection mentionnée en objet a porté, par sondage, sur le suivi en service de la tuyauterie de gaz naturel de l'établissement exploité par la société SAIPOL, situé sur le territoire de la commune de Le Mériot (10400).

Les constats effectués par l'inspection des installations classées ont mis en évidence cinq non-conformités. Au regard des situations à risque identifiées lors de la visite, plusieurs actions correctives ainsi que des éléments justificatifs sont attendus de la part de l'exploitant.

Le contexte, les constats et leur analyse sont présentés dans les fiches de constat jointes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries

soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : Les inspecteurs ont examinés la liste des équipements sous pression soumis à l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. L'examen de cette liste effectuée par sondage n'appelle pas d'observations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dossier d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.</p> <p>Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :</p> <ul style="list-style-type: none"> - si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ; - si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ; - l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage. <p>Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour tous les équipements : - la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ; - un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ; - les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ; - en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ; - pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis.

Constats :

Les inspecteurs ont consultés les documents listés ci-après :

- le dossier d'exploitation de la tuyauterie de gaz naturel ;
- le programme de contrôle initial de la tuyauterie susmentionnée ;
- la révision du programme de contrôle de la tuyauterie de gaz naturel envoyé par l'exploitant le 30/07/2025.

Les inspecteurs ont constaté que le dossier d'exploitation présenté pour la tuyauterie de gaz naturel ne précisait pas le ou les accessoires de sécurité associés à cet équipement ainsi que les caractéristiques associées.

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas été en mesure de définir clairement la limite de propriété entre la tuyauterie de gaz naturel et le poste de livraison de gaz l'alimentant. Il a également été constaté que la partie enterrée de la tuyauterie en aval du poste n'est ni suivie ni protégée.

Cette situation fait peser une incertitude sur la répartition des responsabilités en matière d'intégrité de cet équipement, avec un risque que cette portion de tuyauterie relève de la propriété de la société SAIPOL.

À la suite des échanges postérieurs à la visite, téléphoniques et des courriels (le dernier en date étant du 13 novembre 2025), avec l'exploitant, la nouvelle version du programme de contrôle précise désormais les accessoires de sécurité de la tuyauterie de gaz naturel ainsi que leurs caractéristiques. Ce point de non-conformité du présent constat peut donc être considéré comme levé.

En revanche, la limite de propriété n'est toujours pas clairement établie. Il est à noter que l'exploitant a informé l'Inspection que des discussions avec le transporteur de gaz sont en cours à ce sujet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard du constat formulé ci-dessus, il est demandé à l'exploitant de compléter le dossier d'exploitation de sa tuyauterie de gaz naturel, en définissant notamment la limite de propriété entre ladite tuyauterie et le poste de livraison gaz alimentant cette dernière.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Programme de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-III

Thème(s) : Risques accidentels, Équipement sous pression

Prescription contrôlée :

Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service.

Constats :

Les inspecteurs ont consultés les documents listés ci-après :

- le programme de contrôle initial de la tuyauterie de gaz naturel ;

- la révision du programme de contrôle de la tuyauterie de gaz naturel envoyé par l'exploitant le 30/07/2025 ;
- le guide périmètre Avril transmis par l'exploitant le 20/08/2025.

Lors de la visite, il a été constaté que le programme de contrôle initial pour la tuyauterie de gaz naturel :

- ne précise pas la nature des inspections à réaliser ;
- ne définit pas les périodicités maximales applicables aux contrôles ;
- n'intègre pas la portion enterrée de la tuyauterie (si elle relève de sa propriété) ;
- omet les points singuliers de la tuyauterie.

À la suite des échanges postérieurs à la visite, téléphoniques et par courriel, avec l'exploitant, la nouvelle version du programme de contrôle précise désormais la nature des inspections à réaliser ainsi que les périodicités associées. Toutefois, certains points restent à clarifier.

Par sondage, il a été constaté que la révision du programme de contrôle transmise le 31 juillet 2025 :

- n'intègre pas la portion enterrée de la tuyauterie (si cette dernière relève de la propriété de la société Saipol) ;
- indique que la tuyauterie est suivi au titre de la réglementation ESP et canalisation de transport, sans préciser les limites physiques entre les deux réglementations ;
- s'appuie sur une étude de criticité dont la méthodologie n'est pas précisée ;
- fait référence à une vérification des soudures mais n'y associe pas le contrôle par radiographies préconisé par la notice du fabricant ;
- n'identifie pas clairement les points singuliers.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard des observations ci-dessus, il est demandé à l'exploitant de revoir son programme de contrôle afin d'y intégrer les remarques formulées par l'Inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 16 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression

Prescription contrôlée :

[...]

II. - L'inspection périodique comprend :

- une vérification extérieure ;

[...]

- une vérification des accessoires de sécurité ;
- et des investigations complémentaires, autant que de besoin.

[...]

III. - L'inspection périodique est conduite en tenant compte :

- de la nature des dégradations susceptibles d'avoir une incidence sur la sécurité de l'exploitation de l'équipement ;
- si elle est exigible, des indications figurant dans la notice d'instructions prévue par les directives

européennes applicables à la conception et la fabrication ; - du contenu du dossier d'exploitation prévu à l'article 6 du présent arrêté.
Constats : Les inspecteurs ont consultés les documents listés ci-après : - le dernier compte rendu d'inspection périodique n° 2304951T0000008 de la tuyauterie de gaz naturel ; - la notice d'instruction de la tuyauterie de gaz naturel. L'analyse des documents précités révèle que la notice d'instructions du fabricant prévoit la réalisation de contrôles radiographiques sur l'ensemble des soudures ainsi que sur tous les points de raccordement. Or, ces contrôles n'ont pas été effectués.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Eu égard au constat formulé, il est demandé à l'exploitant de procéder à une nouvelle inspection périodique de la tuyauterie de gaz naturel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression
Prescription contrôlée : I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.[...] V. - Les accessoires de sécurité sont dimensionnés en fonction des conditions de service et des processus industriels mis en œuvre dans les équipements qu'ils protègent. [...]Les conditions de leur installation ne font pas obstacle à leur fonctionnement, à leur surveillance ou à leur maintenance.
Constats : Les inspecteurs ont consultés les documents listés ci-après : - le synoptique du poste de livraison de gaz ; - la révision du programme de contrôle de la tuyauterie de gaz naturel envoyé par l'exploitant le 30/07/2025 ; - le PV de réglage des accessoires de sécurité du 25/07/2025 transmis par l'exploitant le 20/08/2025 Vu l'attestation de conformité issue du contrat relatif au raccordement de sites industriels au réseau de transport et aux conditions de livraison du gaz. Lors de la visite, il a été constaté que la tuyauterie de gaz naturel ne dispose pas d'accessoire de sécurité en propre et qu'elle est conçue pour une pression maximale admissible (PS) de 15 bar. L'exploitant a indiqué que cette protection était assurée par le poste de livraison. Or, le poste de livraison, qui alimente cette tuyauterie, est susceptible de fournir du gaz à une pression ultime de

15,9 bar. Par ailleurs, les retours d'expérience chez les opérateurs de gaz montrent qu'un dépassement de pression de livraison est possible. Dès lors, la garantie de protection ne peut être considérée comme fiable.

Les documents transmis par l'exploitant à la suite de l'inspection attestent que les valeurs contractuelles avec le fournisseur de gaz ont depuis été modifiées. Ainsi, en fonctionnement normal, la pression de livraison est fixée à 13,5 bar et peut atteindre, à titre temporaire, 14,85 bar. Toutefois, ces dispositions ne suffisent pas à garantir la protection de la tuyauterie de gaz naturel exploitée vis-à-vis du risque de surpression.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En considération du constat formulé, il est demandé à l'exploitant de préciser les mesures prises pour se prémunir d'un risque de surpression issu d'une défaillance au niveau du poste.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : État des équipements

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R557-14-2 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression

Prescription contrôlée :

[...]Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire.[...]

Constats :

Lors de la visite sur site de la tuyauterie de gaz naturel, plusieurs éléments susceptibles de remettre en cause son bon état ont été relevés :

- la présence de glace et le développement de lichen sur certaines portions de la tuyauterie ;
- l'absence de protection au niveau de l'émergence du sol en aval du poste de livraison gaz.

Ces observations font apparaître un risque de dégradation de l'équipement, susceptible de compromettre son intégrité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard des éléments observés, il est demandé à l'exploitant de procéder au nettoyage de la tuyauterie de gaz naturel et de mettre en place une protection au niveau de l'émergence du sol en aval du poste de livraison de gaz.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois